

« Le soleil tombe » : preuves de la manière dont les pratiques locales atténuent le changement climatique et s’y adaptent, et ce qu’il est possible de faire de plus

Enseignements tirés de l’expression des communautés dans le cadre du projet « Un leadership local pour un impact mondial »

Introduction

À Kiribati, les habitants utilisent de plus en plus l’expression « le soleil tombe » pour comprendre et expliquer le changement climatique, et commencent à réfléchir à ce qu’il est possible de faire de plus pour l’atténuer et s’y adapter localement. Bien que le soleil ne soit pas réellement en train de tomber, cette expression relativement nouvelle parmi les insulaires est comprise comme si le soleil se rapprochait de notre planète, ce qui, à son tour, explique la hausse des températures, la mort des poissons dans les eaux peu profondes et d’autres effets du changement climatique. De fait, c’est dans ce contexte de crise climatique mondiale que GNDR¹ donne la priorité aux connaissances et au leadership locaux², notamment parce que la résilience ne peut être atteinte que si elle s’inscrit dans un contexte local. Les communautés locales les plus exposées doivent être en mesure de participer, d’influencer et de prendre des décisions sur les politiques et les pratiques, non seulement parce qu’on y trouve les personnes les plus exposées, mais aussi, et surtout, parce que ces personnes sont en première ligne pour comprendre les risques. Les communautés ont une connaissance et une expérience essentielles de leur environnement local, des menaces auxquelles elles sont confrontées et de leurs conséquences, des actions qui contribuent à réduire les risques et des obstacles à ces actions.³ Les connaissances et les pratiques des acteurs locaux, ainsi que la compréhension et les compétences développées par les individus ou les populations, spécifiques au lieu où ils vivent, doivent être utilisées.

Malgré le rôle essentiel des organisations de la société civile, des autorités locales et des dirigeants communautaires dans la gestion des catastrophes, 84 % des acteurs locaux déclarent ne pas être

¹ Le Réseau Mondial des Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes (GNDR) est un réseau de 1734 organisations de la société civile, réparties dans 130 pays, qui s’attachent à renforcer ensemble la résilience des communautés les plus exposées aux catastrophes et à empêcher que les aléas ne deviennent des catastrophes. Le travail de GNDR est ancré dans le renforcement de la collaboration, la solidarité et la mobilisation des organisations de la société civile, dans la défense d’un mouvement de localisation et dans la recherche d’un développement qui tienne compte des risques. <https://www.gndr.org/>, août 2023

² GNDR met actuellement en œuvre le projet Un leadership local pour un impact mondial (LLIM) dont l’objet est de permettre aux communautés de mieux résister aux catastrophes complexes. L’hypothèse de base est qu’en renforçant la capacité, l’innovation et l’influence des acteurs locaux, les perspectives et les priorités des communautés les plus exposées sont amplifiées auprès des décideurs à plusieurs niveaux.

³ <https://www.gndr.org/fr/about/strategy-2020-25/goal-2/>

associés à l'évaluation des menaces, à l'élaboration des politiques et des plans, et à l'adoption de mesures visant à réduire les risques⁴.

Lorsqu'un environnement favorable est en place, les communautés et les acteurs locaux peuvent utiliser leurs connaissances et leurs pratiques pour planifier des catastrophes complexes. En dirigeant les processus de prise de décision, ces communautés et les acteurs locaux peuvent appliquer ces connaissances et les pratiques de sorte à améliorer les systèmes de prévention des catastrophes.

Pour mieux comprendre comment les connaissances et les pratiques des acteurs locaux peuvent être davantage utilisées pour planifier les réponses aux catastrophes complexes, GNDR a organisé 10 visites d'échange de connaissances entre des organisations de la société civile locale (OSC) et des chercheurs universitaires. Les connaissances locales des membres de la communauté sur la façon dont ils gèrent leur environnement, le changement climatique et ses conséquences ont ainsi été recueillies. Ce qui était attendu de ces visites d'échange de connaissances était que les pratiques locales d'atténuation et d'adaptation au changement climatique puissent être documentées - et que l'on puisse réfléchir à ce qui pourrait être fait de plus pour faire avancer des solutions efficaces.

Les constatations de ce travail alimentent de nombreux cadres internationaux, notamment les objectifs de développement durable⁵, le cadre de Sendai⁶, l'accord de Paris⁷ et l'initiative « Alertes précoces pour tous »⁸ - qui tous reconnaissent l'importance des approches pansociétales et inclusives, mais ne parviennent pas à atteindre les objectifs de localisation⁹. Les éléments fournis dans ce document alimenteront notre politique actuelle visant à faire progresser la réalisation de ces engagements, et de garantir que les gouvernements du monde entier prennent les mesures nécessaires pour relever les défis actuels en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, en particulier pour les personnes les plus exposées aux catastrophes.

⁴ Rapport mondial de GNDR « Vues du front », <https://www.gndr.org/fr/resource/views-from-the-frontline/views-from-the-frontline-global-report/>

⁵ <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>

⁶ <https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030>

⁷ https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf

⁸ <https://www.undrr.org/early-warnings-for-all>

⁹ Pour les membres de GNDR qui travaillent sur le front des risques de catastrophe, l'idée de localisation est une approche révolutionnaire qui bouleverse la pensée mondiale hiérarchique traditionnelle. Localisation signifie renforcer la capacité des communautés locales les plus exposées en termes de connaissances et de compétences ; établir des systèmes et des procédures efficaces en termes de gouvernance et de pratiques de gestion responsables ; soutenir un environnement politique favorable pour les gouvernements nationaux/infranationaux, les organismes donateurs, les ONGI et le secteur privé ; veiller à l'existence de liens horizontaux entre les acteurs locaux ainsi qu'aux niveaux local, national et international pour engager, influencer, appliquer et renforcer la reddition de compte ; transférer des ressources financières pour permettre de joindre les gestes à la parole. Un mouvement de localisation relie les communautés locales dans tous les pays du monde et amplifie leur voix aux niveaux national et international concernés. Il met l'accent sur le respect des droits humains pour les personnes les plus menacées et reconnaît qu'il existe des connaissances, des compétences et un engagement à tous les niveaux, mais qu'il faut aussi que les communautés locales les plus menacées et les organisations sur le front puissent exercer une influence, avoir accès aux ressources et avoir le pouvoir de prendre des décisions.

Méthodologie

Des visites d'échange de connaissances sur le climat ont été organisées dans 10 pays : Bénin, Zimbabwe, Ouganda, Tunisie, Kiribati, Indonésie, El Salvador, Uruguay, République dominicaine et Inde. L'objectif était de partager les connaissances entre la société civile locale et les parties prenantes universitaires en ce qui concerne la gestion et les pratiques environnementales dans des zones géographiques spécifiques, et la manière dont ces pratiques sont affectées par le changement climatique.

Pour effectuer la visite, une organisation hôte a été identifiée dans chaque pays. Il s'agissait d'organisations de la société civile qui travaillent en permanence avec une communauté pour lutter contre le changement climatique et en atténuer les effets. Un animateur a ensuite été désigné pour chaque échange de connaissances. Il s'agissait d'un membre du corps enseignant ou d'un expert dans le domaine des difficultés auxquelles la communauté est confrontée. Leur rôle de facilitateur a consisté à mobiliser les différents acteurs locaux et à créer un espace permettant à chacun d'entre eux de partager l'apprentissage, de confronter leurs connaissances et leurs expériences et d'échanger entre eux. Les facilitateurs provenaient de pays différents du pays d'accueil, afin de partager des expériences différentes, à l'exception de l'Inde, de l'Indonésie et de Kiribati, où la logistique s'est avérée difficile à mettre en place pour cet élément international / transfrontalier.

Premier tableau : Visites d'échange réalisées

Pays	OSC d'accueil	Lieu	Facilitateur/facilitatrice
Bénin	CREDEL	Ouidah et Athieme	Nadege Parkoo, Togo
République dominicaine	Servicia Social de Iglesias Dominicana [Service social des Églises dominicaines]	Plusieurs membres de GNDR	Dr Jorge Alberto Ruiz Ordonez, Guatemala
Salvador	Funsal Prodesse	Plusieurs membres de GNDR	Dr Jorge Alberto Ruiz Ordonez, Guatemala
Inde	Commission d'aide de l'Alliance évangélique de l'Inde (EFICOR)	Villages sélectionnés du bloc de développement d'Amrapara, district de Pakur, État du Jharkhand	Dr Swati Samvastar et Milind Pandit, Inde
Indonésie	Unité d'urgence YAKKUM Indonésie	Villages de Giri Asih et Giri Jati (district de Purwosari, régence de Gunung Kidul)	Thomas Wijaya, Indonésie
Kiribati	Foundation of the Peoples of the South Pacific Kiribati	Communautés de Raweai, Bainuna et Rawannawi dans l'île de Marakei	Tokintakei Bakineti, Kiribati
Tunisie	Association pour la sauvegarde de la médina et	Municipalité de Kelibia	Dr Mohamed Ftouhi, Maroc

	du patrimoine des Kelibia (ASMPK)		
Ouganda	SAF-Teso	Soroti et Serere	Dr Margaret Kaigongi, Kenya
Uruguay	Sociedad Amigos del Viento (Société des amis de l'eau)	Plusieurs membres de GNDR	Ruben Mario Caffera, Uruguay
Zimbabwe	Fonds pour la conservation et le développement de la nature	District de Chimanimani	Adrian Phiri, Zambie

Les visites ont déployé des approches participatives combinant des méthodes qualitatives et quantitatives pour recueillir des informations auprès des membres de la communauté. Les facilitateurs ont procédé à des analyses documentaires, élaboré des outils quantitatifs (principalement des questionnaires), organisé des discussions de groupe et des entretiens avec des membres de la communauté et des parties prenantes locales. Ils ont également utilisé les outils participatifs du guide de GNDR, Localisation des projections climatiques.¹⁰ Leurs méthodes étaient spécifiques à leurs propres recherches et différaient d'une visite à l'autre.¹¹

Après les visites, les organisations d'accueil et les facilitateurs ont rédigé des rapports sur les connaissances et les pratiques locales, ainsi que sur la manière dont était pris en compte le changement climatique, et les ont transmis à GNDR en détaillant les visites et les conclusions préliminaires. GNDR a analysé les résultats afin d'élaborer un projet de document mondial de preuves. Le projet a été discuté et vérifié lors de réunions en ligne, et le contenu final est présenté.

Les facilitateurs universitaires ont également rédigé des articles destinés à être publiés dans des revues. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les articles de l'Indonésie¹² et du Bénin¹³ ont été publiés respectivement dans le European Journal of Environment and Earth Sciences et dans Pensées Genre, Penser Autrement (Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire).

¹⁰ <https://www.gndr.org/fr/localising-climate-projections-guide-and-toolkit/>

¹¹ Voir les études de cas par pays pour plus d'informations

¹² Voir <https://ej-geo.org/index.php/ejgeo/article/view/372>

¹³ Voir <https://reseau-mirabel.info/revue/13553/Revue-africaine-des-sciences-sociales-Pensees-genre-penser-autrement-RASS-PGPA>

Principales constatations

Sept constatations générales ont été élaborées sur la base de l'analyse de tous les rapports des dix visites d'échange de connaissances. Elles sont énumérées ci-dessous, et d'autres éléments sont présentés dans des études de cas plus détaillées pour chaque visite.

Première constatation : Les communautés déjà vulnérables à de multiples risques de catastrophes continuent d'être touchées de manière significative par les aléas climatiques

Globalement, les membres des communautés visitées sont exposés à de multiples risques et subissent de plein fouet les aléas climatiques tels que inondations, sécheresses, cyclones, déforestation et vagues de chaleur. Trois exemples de visites d'échange sont présentés.

La communauté de Chimanimani, au Zimbabwe, a été frappée de plein fouet par le cyclone Idai, celle de Siroti, en Ouganda, a récemment été confrontée à la sécheresse et, depuis plusieurs années, la communauté de la municipalité de Kelibia, en Tunisie, se bat pour obtenir de l'eau propre à usage domestique. Bien que ces risques climatiques ne soient pas uniformes dans les dix pays en raison des disparités géographiques, il est toutefois significatif que les personnes les plus vulnérables au sein de chaque communauté soient les plus touchées par le changement climatique. La conséquence la plus importante a été la perturbation des moyens d'existence limitant encore davantage leur capacité à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, ainsi qu'à renforcer leur propre résilience.

Deuxième constatation : Les conséquences de l'évolution du climat sont évidentes depuis longtemps

Les communautés ont passé du temps à décrire aux animateurs leurs connaissances sur l'environnement qui les entoure et sur l'évolution du climat. Il est clair que les écosystèmes locaux ont changé ou ont été affectés par le changement climatique. Deux exemples de visites d'échange de connaissances au niveau mondial sont présentés ci-dessous.

À Kiribati, « Te katei ni Kiribati », qui peut se traduire « les valeurs culturelles des Kiribati », sont des concepts traditionnels qui accordent du respect à l'environnement et à l'importance de sa préservation. On y accorde une valeur intrinsèque aux pratiques coutumières de gestion de l'environnement pour prévoir, interpréter et prendre des décisions en rapport avec la variabilité du climat et les événements météorologiques. Comme mentionné au début de ce rapport, « Le soleil tombe » définit et exprime la manière dont les insulaires comprennent et expliquent le concept de changement climatique. Cette déclaration reflète les connaissances traditionnelles par rapport à l'impact du changement climatique sur la vie quotidienne et les activités de subsistance.

Les communautés impliquées dans ce programme en Inde observaient attentivement les modifications de leur écosystème local, résultant à la fois de l'activité humaine et du changement climatique. La réduction de la taille des forêts, la disparition de la faune et de la flore sont des effets évidents du changement climatique. Elles ont également décrit des changements dans les conditions climatiques, tels que le

déplacement des saisons de mousson, des périodes de sécheresse intermittentes et l'augmentation des températures hivernales.

Troisième constatation : Les connaissances et les pratiques des acteurs locaux sont anciennes, fondées sur des données probantes et pertinentes

Les visites d'échange ont mis en évidence la façon dont les communautés locales continuent d'utiliser leurs connaissances et leur expérience face au changement climatique, en leur fournissant des mécanismes d'adaptation pour faire face aux risques auxquels elles sont confrontées. Leurs connaissances et leurs pratiques ont permis aux communautés de s'adapter aux effets du changement climatique et de renforcer leur résilience. Quatre exemples de visites d'échange de connaissances sont présentés ci-dessous.

En Tunisie, la population locale a su s'adapter à la sécheresse et aux pénuries d'eau. Ces connaissances, héritées des générations précédentes, sont mises en pratique par le système « Ibn Chabat ». Ibn Chabat est un système ingénieux de gestion de l'eau par les communautés locales des oasis, qui sont particulièrement vulnérables (par exemple les oasis de Tozeur et de Nefta, entre autres). D'autres techniques ancestrales de gestion et d'adaptation à la sécheresse et à la pollution de l'eau sont également répandues dans les villes tunisiennes. D'autre part, ces mêmes communautés sont appelées à gérer les épisodes d'abondance d'eau pendant les saisons des pluies, afin de réduire les risques de catastrophe. Cela se fait par la construction de réservoirs et le stockage de l'eau pour un usage domestique, le cas échéant, ou pour l'agriculture. C'est ce qui s'est passé lors des inondations catastrophiques qui ont touché les communautés de Beni Khalled et de Nabeul en octobre 2018.

En Ouganda, la communauté s'appuie sur des méthodes indigènes de prévision météorologique pour prévoir les précipitations. Il s'agit notamment d'utiliser la forme de la lune, la floraison de certaines espèces d'arbres, la direction du vent et l'apparition de certains oiseaux et insectes.

En Indonésie, les agriculteurs javanais utilisent leur calendrier saisonnier traditionnel, appelé *pranata mangsa*, selon lequel la plantation doit commencer au mois de *kapat* (qui arrive généralement en octobre). Même si l'on s'est rendu compte que le calendrier saisonnier n'est pas toujours pertinent, il continue à guider les agriculteurs dans le choix des premières plantations. Ils combinent également la connaissance de leur première saison de plantation avec les signes de la nature tels que la chute des feuilles de l'arbre *randu* (arbre à coton), la décomposition de la fleur puante, l'écoulement de l'eau de la source ou le moment où l'arbre *gadung* (igname à trois feuilles) commence à pousser et à grimper.

À certains moments, ils ont également choisi certains mois pour planter (généralement novembre ou décembre) en reliant leurs connaissances du contexte local au calendrier grégorien / occidental. Outre la période, les agriculteurs savaient que lorsque le sol était suffisamment humide (environ 10 à 20 cm de précipitations en un mois), ils pouvaient commencer à planter du maïs. Une expression utilisée par les agriculteurs est « lorsque le sol devient mou (humide), ouvre la main », ce qui signifie qu'il faut être prêt à planter lorsque les pluies humidifient le sol à une profondeur de 30 cm (la profondeur approximative d'une houe). Observant à la main l'humidité du sol à la profondeur d'une houe, ils prouvent ainsi que les pratiques locales restent pertinentes pour les techniques agricoles actuelles.

En Inde, les communautés prévoient les précipitations en observant le ciel en janvier. Plus précisément, ils recherchent des conditions indiquant qu'il reste 180 jours avant l'arrivée de la mousson de juin. Les agriculteurs comprennent le « langage des arbres » - quand les arbres fleurissent, quand les fleurs perdent leurs feuilles, quelle quantité de fruits peut venir, etc. Certains d'entre eux ont pu localiser les endroits où se trouvent les eaux souterraines, leurs méthodes étant parfois plus précises que celles des géologues. L'animateur a souligné la qualité de ces connaissances et le fait que ces vastes connaissances locales doivent être comprises par un plus grand nombre de personnes afin de pouvoir être utilisées davantage.

En outre, l'importance de ces connaissances a été mise en évidence par la recherche documentaire. « L'utilisation des connaissances locales / autochtones par les communautés pour prévoir les modèles météorologiques et le changement climatique peut être une composante essentielle de la prise de décision liée au climat. Ces formes de connaissances sont souvent très spécifiques au contexte et ancrées dans les institutions locales, fournissant des connaissances biologiques et écosystémiques avec des informations sur le paysage. Elles peuvent contribuer à une gestion efficace des terres, à la prévention des catastrophes naturelles et à l'identification des changements climatiques à long terme. »¹⁴

Quatrième constatation : Les connaissances et les pratiques des acteurs locaux sont ébranlées par le changement climatique et l'évolution des modes de vie¹⁵

De nombreux exemples de la pertinence et de la validité des connaissances des acteurs locaux en matière de gestion de leur environnement ont été recueillis au cours des visites d'échange. Malheureusement, les constatations mondiales indiquent que les changements climatiques et les modes de vie modernes ont créé des obstacles à l'utilisation efficace de certaines de ces connaissances. L'urbanisation croissante et l'écart de connaissances et de pratiques entre zones urbaines et rurales font qu'il est difficile de reproduire les connaissances et les pratiques locales dans d'autres localités, en particulier dans les contextes urbains.

Par exemple, à Kiribati, on s'est rendu compte que si les connaissances traditionnelles jouent un rôle essentiel dans la manière dont les populations réagissent aux scénarios de changement climatique, on observe un net recul dans l'application de ces connaissances. Les pressions démographiques croissantes conduisent à un mépris du respect et des liens traditionnels qui existent entre les hommes et leur environnement. La population de Kiribati continue de croître, ce qui entraîne une concurrence pour des ressources limitées. C'est par le biais de cette concurrence que certaines personnes ont quelque peu renoncé aux méthodes de conservation des ressources naturelles. Par exemple, le fait de permettre aux ressources naturelles de se reconstituer après une surexploitation n'est plus soutenu de la même manière qu'auparavant. Le libre accès aux ressources naturelles peut être considéré comme une opportunité qui n'est pas assortie de responsabilités.

En Ouganda, les connaissances locales ont été ébranlées par l'exploitation agricole des zones humides et la déforestation. Comme l'a déclaré un membre de la communauté, « les types d'oiseaux et d'insectes ne sont plus visibles aujourd'hui en raison des effets du changement climatique. Ces oiseaux et insectes ont migré depuis que des êtres humains ont empiété et détruit leur habitat naturel, à des fins de colonisation ou

¹⁴ <https://www.ipcc.ch/srccl/faqs/faqs-chapter-7/>

¹⁵ Principale constatation Inde / Kiribati

d'agriculture. » Les membres de la communauté ont également indiqué que l'application des connaissances locales en matière de conservation de l'eau et des sols était une stratégie qui ne fonctionne malheureusement pas en raison des dommages causés à l'environnement par les fortes inondations et la sécheresse persistante.

Certaines communautés n'ont pas confiance dans les mesures d'atténuation ou d'adaptation. Par exemple, en Inde, certains membres de la communauté ont indiqué que tout ce qui se passe n'est pas du ressort de l'homme et ont estimé qu'ils ne pouvaient rien y faire.

Cinquième constatation : Les informations provenant de sources plus larges que le contexte local ne sont pas partagées efficacement avant les événements météorologiques extrêmes

Il est évident que les informations météorologiques émanant de sources extérieures aux communautés ne sont pas partagées en temps voulu ou de manière accessible aux communautés, ni dans des langues comprises. Cette situation a de nombreux effets négatifs, notamment la mise en cause des pratiques locales. Les décisions auraient pu être prises différemment si des sources d'information externes avaient contribué à la prise de décision locale.

Par exemple, en Indonésie, les informations de l'Agence indonésienne pour la météorologie, la climatologie et la géophysique (BMKG)¹⁶ ne parvenaient pas à tous les agriculteurs, notamment les plus âgés et ceux qui ne disposaient pas d'appareils électroniques. Cependant, les informations scientifiques sur les anomalies climatiques telles que La Niña et El Niño, présentées lors de la visite d'échange de connaissances, étaient bien comprises et auraient pu être prédites 3 à 6 mois plus tôt. Ces informations précieuses auraient dû être fournies par des médiateurs pour aider les agriculteurs à gérer leur exploitation. Pour faciliter la prise de décision en prévision de l'évolution des précipitations, le calendrier de fourniture des semences de riz par le gouvernement aux agriculteurs aurait pu être ajusté afin de maximiser les précipitations pour la culture du riz sur la base des prévisions météorologiques.

Le nombre de pluviomètres pour l'observation des précipitations était également limité en Indonésie. Dans un district, un seul pluviomètre était disponible dans le bureau du Badan Penyuluh Pertanian, le bureau de vulgarisation agricole du gouvernement (BPP), ce qui ne représentait pas suffisamment les autres sous-villages où l'altitude de deux villages variait de 70 m à 340 m au-dessus du niveau de la mer. Soulignant l'importance de la communication dite « du dernier kilomètre », les autorités étaient informées à l'avance des phénomènes El Niño et La Niña, mais les informations fournies par le BMKG avaient besoin d'être communiquées par les médiateurs dans des termes simples afin que les agriculteurs puissent réagir en conséquence et de manière efficace.

Au niveau mondial, il est reconnu que les solutions d'adaptation peuvent être améliorées si les informations météorologiques sont plus facilement accessibles, que ce soit par la langue (traductions locales ou terminologie plus simple) ou par l'accessibilité (mise à disposition du public).¹⁷ La société civile et

¹⁶ Badan Meteorologi, Klimatologi, dan Geofisika

¹⁷ <https://www.gndr.org/fr/resource/localising-climate-projections/introduction-to-localising-climate-projections/>

les acteurs locaux se heurtent encore à des obstacles importants en ce qui concerne les projections climatiques et les connaissances universitaires qui complètent leurs propres connaissances et pratiques.

Sixième constatation : Les communautés ont mis en place des interventions pour s'adapter aux effets du changement climatique ou pour les atténuer

Des communautés du monde entier ont mis au point des mesures d'atténuation et d'adaptation pour renforcer leur résilience face aux effets néfastes du changement climatique. Elles n'ont cessé de tenter de devenir plus innovantes à mesure que les risques et l'exposition aux dangers augmentaient.

Au Zimbabwe, l'approche fondée sur les écosystèmes¹⁸ a été encouragée pour parvenir à une gestion durable de l'environnement. La communauté est préparée et encouragée à utiliser ses propres connaissances et compétences locales pour s'adapter aux effets du changement climatique et renforcer la résilience locale. La plantation d'espèces d'arbres autochtones, notamment de cultures fruitières, est l'un des moyens utilisés pour conserver la forêt afin de protéger l'écosystème et l'environnement, tout en permettant l'autonomisation de la communauté. Cela a des conséquences positives sur la protection de l'environnement. « Le boisement a été identifié comme une activité importante qui peut rendre la communauté résistante aux inondations et aux cyclones à l'avenir. L'introduction de pâturages communaux et la gestion durable des pâturages à Chimanimani, ainsi que l'introduction d'un système de connaissances autochtones dans la gestion et la préparation aux risques et dangers liés au climat sont d'autres mécanismes d'adaptation utilisés par les communautés. » Les habitants ont également mis à profit leurs connaissances en matière d'apiculture et utilisé des bancs de sable pour bloquer l'écoulement de l'eau, ce qui a permis de réduire l'érosion et de favoriser la rétention de l'eau. Cela a également permis d'allonger la durée de vie des puits car, lorsque la nappe phréatique s'approfondissait, les puits mettaient plus de temps à s'assécher.

La transmission des connaissances est un autre moyen que les animateurs ont jugé efficace pour atténuer les effets du changement climatique. En Indonésie, les connaissances sont transmises selon un processus décrit par l'expression « s'asseoir et boire ensemble ». Comme dans l'expression locale « ouvre la main, la terre est humide et prête à être plantée », les connaissances et les pratiques sont transmises d'une génération à l'autre.

Septième constatation : Les méthodes de travail collaboratives pour lutter contre le changement climatique se sont avérées efficaces

Tout en notant que certains gouvernements et organismes donateurs du monde entier utilisent déjà différents corpus de connaissances pour gérer les risques, les dangers et les vulnérabilités induits par le changement climatique, GNDR rejoint un certain nombre d'organisations nationales et internationales qui

¹⁸ L'approche écosystémique est une stratégie pour la gestion intégrée des terres, de l'eau et des ressources vivantes, qui favorise la protection et utilisation durable de manière équitable. Elle reconnaît que les êtres humains, avec leur diversité culturelle, font partie intégrante des écosystèmes.

documentent divers savoirs et pratiques autochtones et locaux. Ce faisant, ces efforts ont également soutenu les relations entre les parties prenantes dans le pays.

Dans le contexte du présent projet, cet aspect a été favorisé par les visites d'échange elles-mêmes avec les OSC, les communautés d'accueil, les parties prenantes locales et les facilitateurs invités qui ont participé aux conversations. Les liens entre les autorités locales et les OSC se sont renforcés. En Ouganda, par exemple, la visite a permis d'améliorer les relations avec les fonctionnaires du gouvernement local, le ministère des affaires de Teso, les OSC et les membres des communautés concernées. Il a aidé les OSC locales à améliorer leur mise en réseau, leur partenariat et leur collaboration avec les acteurs étatiques et non étatiques. La capacité du personnel à acquérir des connaissances sur l'environnement, la prévention des catastrophes et la résilience au changement climatique s'est également améliorée grâce à l'apprentissage partagé. De même, les communautés où SAF-TESO se rend et opère, ont bénéficié d'une sensibilisation, d'une connaissance des mentalités, d'un changement de comportement et d'attitude à l'égard de la conservation et de la protection de l'environnement.

La recherche documentaire a également mis en évidence le fait que la compréhension du changement climatique n'est pas complète sans un partenariat entre de multiples parties prenantes qui devraient chacune apporter leurs connaissances aux mécanismes de lutte contre le changement climatique. Prises isolément, « les connaissances (locales) sur les changements climatiques futurs restent très incertaines... le contexte et la nature spécifique du lieu des connaissances indigènes et locales sont inadéquats pour faire face à la nature très exposée des chocs climatiques . »¹⁹ Cependant, sachant que « les connaissances locales sont souvent les seules connaissances disponibles pour faire face aux catastrophes climatiques et naturelles au niveau local »²⁰, nous devons les mettre en relation avec les connaissances et les pratiques de multiples parties prenantes pour réellement voir la gestion efficace, l'atténuation et l'adaptation des risques climatiques.

Conclusions et recommandations

Lorsque les participants aux visites d'échange de connaissances ont réfléchi aux constatations mondiales, le groupe s'est montré optimiste quant au fait que les communautés ont adopté, et continuent d'adopter, une diversité de stratégies pour renforcer leur résilience. Pour refléter le fait que les membres des communautés impliquées dans le processus ne se sont pas résignés au destin et n'ont pas perdu espoir, six conclusions et recommandations ont été tirées afin d'intégrer davantage les connaissances et les pratiques des acteurs locaux dans les efforts d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Ces recommandations sont centrées sur ce que le réseau GNDR des organisations de la société civile peut faire de plus.

¹⁹ (IPCC, 2007 ; UNFCCC, 2013)

²⁰ (IPCC, 2007 ; UNFCCC, 2013)

Conclusion 1 : Les personnes les plus exposées au changement climatique en subissent les conséquences de plein fouet

Il est essentiel que tout le monde écoute et s'engage auprès des communautés qui se trouvent en première ligne des risques climatiques. Il est recommandé d'intensifier les efforts visant à faire entendre la voix des personnes les plus exposées auprès des responsables, afin de renforcer la résilience des communautés et d'éviter que les risques ne se transforment en catastrophes. Nous espérons que ce document - et la recherche participative sur laquelle il se fonde - pourra servir de catalyseur pour l'action et l'énergie au sein et au-delà de notre mouvement d'organisations de la société civile, ce qui, à son tour, pourra accélérer une approche de l'ensemble de la société pour l'action locale afin d'atteindre cet objectif.

Conclusion 2 : Bien qu'elles soient confrontées au changement climatique et aux facteurs de risque associés, les connaissances et les pratiques locales restent des outils précieux pour la gestion de l'environnement

La valeur des connaissances et des pratiques locales est reconnue et respectée. Toute connaissance supplémentaire doit être utilisée pour la compléter, et non pour la remplacer totalement.

Pour renforcer l'utilisation des connaissances et des pratiques locales dans la gestion de l'environnement, en particulier en ce qui concerne l'atténuation des risques climatiques et l'adaptation au changement climatique, il est recommandé aux organisations de la société civile (et d'autres) de les célébrer et de faciliter les moyens de les transmettre de manière créative.

Deuxièmement, les efforts de localisation (y compris ceux de GNDR) doivent se poursuivre pour garantir la reconnaissance des acteurs locaux et l'implication des connaissances locales dans tous les processus d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique, ainsi que dans les systèmes d'alerte précoce pour faire face aux catastrophes climatiques soudaines.

Conclusion 3 : Les connaissances locales seraient renforcées si les acteurs locaux avaient un meilleur accès à des sources de connaissances plus larges

En interne, nous espérons partager les messages clés de ce document avec l'ensemble du réseau afin qu'ils puissent être pris en compte dans les plans et les interventions de nos membres, tout en facilitant la discussion sur la manière dont ils s'inscrivent dans les différents contextes locaux dans lesquels ils peuvent être appliqués.

En liaison avec des parties prenantes externes, il est reconnu que nous devons mieux comprendre quelles sont les informations nécessaires dans chaque contexte, qui les détient, comment elles sont générées et transmises pour chaque endroit où la lutte contre la crise climatique est cruciale. À partir de là, nous devons comprendre ce qui peut être fait pour combler les lacunes dans les connaissances et, surtout, insister sur une approche intersectorielle et intégrée pour partager les connaissances entre les facteurs de risque. Cela peut se faire de différentes manières, notamment par le biais de groupes Whatsapp, de réunions régulières avec les autorités responsables et d'autres parties prenantes, etc. En améliorant les

liens avec des sources d'information plus externes, les acteurs locaux peuvent prendre de meilleures décisions. La connaissance permet d'envisager des solutions.

Conclusion 4 : L'adaptation est d'abord et avant tout une initiative locale ; elle doit être mise à l'échelle par le biais de processus locaux

De nombreuses solutions permettent de progresser dans l'adaptation aux risques climatiques et dans leur atténuation. Le présent document a abordé certains d'entre eux. Cependant, quelle que soit la solution, elle doit être intégrée dans le contexte local. Nous recommandons que l'adaptation et l'atténuation de la crise climatique se concentrent sur l'innovation menée par les communautés les plus exposées.

Les initiatives locales nécessitent l'instauration d'un climat de confiance avec la communauté et, en tant qu'OSC, nous devons soigneusement faciliter l'établissement d'un lien entre les questions locales, régionales et mondiales.

Pour que les acteurs locaux puissent jouer leur rôle essentiel, ils doivent avoir accès aux projections climatiques afin de veiller à être correctement informés des risques lors de la planification, de la mise en œuvre et de la révision des politiques et des mesures visant à prévenir et atténuer les crises complexes, mais aussi de s'y préparer. Cette information localisée est primordiale pour réduire les effets néfastes du changement climatique sur les communautés les plus exposées en mettant en place de telles mesures. Localiser les projections climatiques signifie veiller à ce que les informations climatiques – qui sont actuellement mondiales, très techniques ou académiques, dans des langues non comprises ou difficile d'accès (un individu ne sait pas comment y accéder ou est intentionnellement empêché d'y accéder) – deviennent facilement accessibles aux acteurs locaux en vue de leur permettre de planifier de manière adéquate le développement et les actions d'urgence en cas de crise. Les acteurs locaux devraient avoir le temps, l'espace et la capacité d'identifier des solutions abordables, pertinentes, efficaces et durables au sein de leurs communautés.

Conclusion 5 : Dans la lutte contre le changement climatique la recherche de solutions fondées sur la nature est indispensable

Il est évident que les communautés adoptent diverses solutions basées sur la nature pour atténuer et réduire les effets du changement climatique. Des solutions fondées sur la nature²¹ sont recherchées sur la base de l'approche écosystémique mentionnée. Parmi les exemples tirés de ce processus, citons les méthodes d'agriculture biologique permettant de cultiver les bonnes cultures au bon moment et de la bonne manière, l'utilisation des résidus pour améliorer la matière du sol, les retenues de sable pour améliorer la nappe phréatique et l'utilisation du biogaz grâce à des technologies en cours de

²¹ Les solutions fondées sur la nature sont des mesures axées sur la protection, la conservation et la restauration, ainsi que l'utilisation et la gestion durables d'écosystèmes terrestres, d'eau douce, côtiers et marins naturels ou modifiés, qui s'attaquent efficacement et de manière souple aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux, et procurent simultanément des avantages en termes de bien-être humain, de services écosystémiques, de résilience et de biodiversité. UNEP/EA.5/Res.5

développement. Il est clair que les solutions fondées sur la nature améliorent le bien-être humain et la biodiversité et transforment l'environnement dans lequel elles sont mises en œuvre.

Les auteurs et les animateurs reconnaissent que la pénurie d'eau et l'enjeu de la gestion de l'eau sont une conséquence directe et importante des risques climatiques. Certaines méthodes présentées dans ce document pourraient avoir un impact direct et positif sur la gestion de l'eau et atténuer d'autres risques, tels que les tensions sociales et les conflits, l'insécurité alimentaire, les déplacements de population, etc. Un suivi de ce travail pourrait permettre de mieux comprendre cet aspect.

Conclusion 6 : « Si les mesures d'adaptation et d'atténuation sont mises en œuvre en collaboration, le problème du changement climatique sera résolu »²²

Une collaboration approfondie est nécessaire pour travailler ensemble de manière cohérente.

La synergie entre les connaissances locales et les connaissances scientifiques est essentielle. Par exemple, « les connaissances locales et scientifiques devraient être liées à un système d'alerte précoce afin que les communautés puissent y avoir accès et se préparer de manière adéquate aux catastrophes induites par le climat. Les parties prenantes et les dirigeants locaux doivent être formés et soutenus lorsqu'ils sont formés en termes de connaissances et de coordination, afin qu'ils puissent faire face aux risques et aux catastrophes. »²³ Toutes les formes de connaissances peuvent permettre de faire face à la crise climatique et les parties prenantes ne doivent pas travailler de manière isolée.

Il est également nécessaire de collaborer étroitement avec les responsables, tant au niveau local que national. Les OSC complètent souvent le travail du gouvernement et la collaboration harmonieuse entre les OSC et le gouvernement permet alors d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement. L'ensemble du processus requiert des rôles, des perspectives, des sources de connaissances et des compétences différents.

Les tables rondes multipartites sont considérées comme des mécanismes efficaces pour renforcer les politiques et les interventions, ou pour combler les lacunes et traiter les risques émergents. Il est reconnu que l'intensification de l'action locale par les parties prenantes nécessite non seulement une extension du travail (par exemple une personne couvrant plus de localités dans son travail), mais aussi un renforcement des capacités au sein de leur travail (afin de pouvoir intervenir au niveau requis) et un investissement financier accru au niveau local. Quand de nouvelles connaissances sont créées grâce à une collaboration réussie, celles-ci doivent être partagées, que ce soit avec d'autres communautés, des organisations de la société civile, des districts, des régions ou au niveau international.

La sensibilité politique de certaines interventions n'est pas ignorée. La force de lobbying de certaines grandes entreprises peut avoir des effets dévastateurs sur les communautés locales dans certains des pays concernés par cette recherche. Cependant, GNDR insiste toujours sur l'importance de travailler ensemble pour renforcer la résilience à tous les niveaux et les communautés locales doivent faire partie de la solution.

²² Constatation clé pour l'Ouganda

²³ Mohammed, 12 septembre 2023

« Si le changement climatique est mondial, la solution est locale. Si nous comprenons le problème dans son contexte, nous pouvons tous nous unir pour créer ce “ village résistant au climat ”. S’il convient d’impliquer de multiples parties prenantes, nous devons aussi nous préoccuper du niveau micro ; la meilleure solution consiste à reconnaître qu’il n’y a pas de solution unique à la crise climatique. »²⁴

GNDR répétera ces conclusions et recommandations en tant que messages clés auprès des parties prenantes nationales et internationales du climat et de la réduction des risques de catastrophe, en influençant les politiques et en poursuivant le travail de renforcement de la résilience pour réduire les catastrophes.

²⁴ Dr Swati

Étude de cas : Inde

Les villages du bloc de développement d'Amrapara, dans le district de Pakur, ont été sélectionnés pour les visites de l'Échange climatique. Ces villages ruraux sont exposés à de graves sécheresses et à des inondations lorsqu'il pleut. En outre, les forts vents de mousson qui soufflent sur la région continuent d'affecter la communauté. Les discussions avec les communautés et les acteurs locaux révèlent que la sécheresse et le manque d'eau sont les principaux aléas. La végétation est en régression et les terres autrefois arables sont devenues sèches et restent en friche. Pinki Paharin, du village de Tutrapahar, déclare : « Autrefois, il y avait de très grands arbres dans la forêt, mais les gens cupides ont coupé tous ces grands arbres, si bien que les pluies sont gênantes et n'arrivent pas correctement. Avant, nous avions beaucoup d'arbres à " noix de marquage " (anacardium), et toutes les noix étaient gâtées sur l'arbre, mais aujourd'hui, nous n'en trouvons que rarement. »

Les constatations montrent que la communauté connaît bien l'écosystème local et observe les changements qui s'y produisent et qu'elle explique dans son dialecte local. Elle a compris que la réduction de la taille de la forêt, la disparition de la faune et de la flore étaient des effets des changements dans l'environnement et l'écosystème. Elle était consciente des changements climatiques tels que le déplacement de la mousson de début juin à fin juin ou début juillet, les périodes de sécheresse intermittentes et l'augmentation des températures hivernales. Cependant, bien que la communauté soit consciente du changement climatique, nombre de ses membres ne parviennent pas à comprendre le phénomène. Nombre d'entre eux indiquent que ce qui se passe n'est pas du ressort de l'homme, affirmant : « nous ne pouvons rien y faire ». Cela suggère que la communauté n'est pas prête à faire face aux effets néfastes du changement climatique.

Un commentaire de la communauté sur les connaissances locales était le suivant : « Le trésor des connaissances autochtones est presque verrouillé, car ces connaissances sont transmises oralement de génération en génération et les jeunes ne sont pas conscients des propriétés des éléments de l'écosystème environnant. » La communauté pratique des systèmes de culture multiples. La culture, connue localement sous le nom de *Kurba kheti*, est pratiquée dans les forêts situées sur les collines. Dans cette poche, une partie de la forêt appartient à la communauté autochtone. Dans la culture *Kurba kheti*, dans certaines parcelles de forêt où la densité est moindre, le sol est défriché principalement par le feu. La première année, au cours de la mousson, le maïs, le pois d'Angole et le *sutri* (légumineuse) sont cultivés et, après la récolte en septembre, on sème le pois à vache (*barbate*). Les deuxième et troisième années, les terres seront mises en jachère et seront utilisées la quatrième année. La deuxième année, une autre parcelle de forêt sera défrichée pour être cultivée. Ce constat a alimenté nos réflexions sur la sixième constatation.

On a observé d'autres connaissances autochtones partagées par la population, comme la technique traditionnelle *taanka* de collecte de l'eau de pluie²⁵, commune à la région désertique du Thar, au Rajasthan, en Inde. Elle fournit de l'eau potable et assure la sécurité de l'eau pour une famille ou un petit groupe de familles. La technique consiste en une citerne couverte, souterraine et imperméable, posée sur un sol peu profond et destinée à recueillir l'eau de pluie. La citerne est généralement construite en maçonnerie de

²⁵ Structures de collecte des eaux de pluie : 1 : *Taanka Indian Villages 2020* (en 2 volumes) vision et mission (vol. 1) stratégies et modèles de développement suggérés (vol. 2), Y.P. Singh (ed.). Concept Publishing Company, 2006. ISBN 818069321X. Page 421.

pierres ou de briques, ou en béton, avec un mortier de chaux ou un enduit de ciment. L'eau de pluie ou les eaux de ruissellement provenant des toits, des cours ou des bassins artificiels (appelés localement *agor*) coulent dans le réservoir par des entrées filtrantes situées dans la paroi de la fosse. Ce constat a alimenté nos réflexions sur la troisième constatation.

La communauté a d'abord fait part aux experts en visite de ses difficultés climatiques, des stratégies locales d'atténuation et des mesures d'adaptation. Les experts ont à leur tour présenté aux communautés diverses mesures d'adaptation qui complèteraient les connaissances locales et, à long terme, renforceraient leur résilience. Les stratégies sont les suivantes :

- Sensibilisation aux pratiques d'analyse des sols ;
- Sensibilisation à l'agriculture biologique et au développement, et démonstration d'intrants biologiques ;
- Utilisation d'un système de micro-irrigation pour conserver l'eau et étendre la surface.
- Élaboration d'un budget de l'eau et sensibilisation de la communauté à cette question afin d'économiser l'eau ;
- Sensibilisation aux mesures de conservation des sols au niveau individuel et communautaire ;
- Sensibilisation à l'utilité de la biomasse pour maintenir la fertilité grâce à différentes techniques de compostage ;
- Sensibilisation à la culture de fourrages verts multi-coups de bonne qualité ;
- Sensibilisation par la formation à la technique hydroponique pour la culture de fourrage vert pour les petits et grands ruminants en lactation ;
- Analyse des prévisions météorologiques ;
- Utilisation d'une station météorologique locale.

Remerciements

Ces informations ont été fournies par des membres de la communauté de Amrapara block, district de Pakur, État de Jharkhand. La Commission d'aide de l'Alliance évangélique de l'Inde (EFICOR) continue de travailler avec eux. Swati Samvastar (PhD) et Milind Pandit avaient organisé la visite.

Étude de cas : Indonésie

Les villages de Giri Asih et Giri Jati (district de Purwosari, régence de Gunung Kidul) ont été sélectionnés pour accueillir la visite d'échange sur le climat. La communauté est confrontée à une myriade de problèmes liés au climat, notamment El Niño et La Niña, des précipitations imprévisibles entraînant une pénurie d'eau et une augmentation des températures. Les effets du changement climatique, en particulier les sécheresses et les inondations, sont ressentis par la communauté. Dans les communautés agricoles de l'île de Java, les constatations de la visite montrent que les agriculteurs utilisent le calendrier javanais pour les plantations. Ce dernier indique le mois au cours duquel les semis doivent commencer (« *kapat* » - mois qui correspond généralement à celui d'octobre), mais les agriculteurs doivent également se demander si les précipitations sont suffisantes. Ils utilisent des signes naturels tels que le tonnerre ou la décomposition des fleurs puantes

pour prédire le temps qu'il fera ou les saisons. Ces constats ont alimenté nos réflexions sur les constatations 1, 2, 3 et 6.

La communauté connaît bien le calendrier local des plantations. Les connaissances locales des agriculteurs leur permettent d'anticiper certains aspects du changement climatique, notamment l'observation de signes, à savoir la croissance de l'arbre *gadung* (*dioscorea hispida*) et de la plante *suweg* (*amorphophallus* sp), et la vérification de l'humidité du sol, qui est utilisée pour décider de la première saison de plantation. La connaissance locale de la plantation de la première saison consiste à utiliser les signes de la nature tels que la chute des feuilles du *randu* (arbre à coton), la décomposition des fleurs, en choisissant novembre ou décembre comme mois de plantation, l'écoulement de l'eau de la source d'eau ou, enfin, lorsque l'arbre *gadung* (igname à trois feuilles) commence à croître et à grimper.

Les agriculteurs sont également conscients qu'il est très important de mesurer les précipitations afin de comprendre la quantité de pluie et la réalité sur le terrain. Les pluies sont importantes, comme l'illustre ce vieux dicton javanais « Yen lemahe wis empuk, tangane megar », dont la traduction littérale est: « lorsque le sol devient humide, que ta main s'ouvre pour planter ». Ces constats ont alimenté nos réflexions sur les deuxième et troisième constatations.

Les informations du BMKG concernant La Niña ne sont pas parvenues à tous les agriculteurs. Les informations scientifiques relatives aux anomalies climatiques telles que La Niña et El Niño étaient bien comprises et auraient pu être prédites 3 à 6 mois plus tôt, et ces informations précieuses auraient dû être fournies par des médiateurs pour aider les agriculteurs dans la gestion de leur exploitation. Les informations sur La Niña auraient également dû être anticipées pour une meilleure planification, c'est-à-dire que le calendrier de fourniture par le gouvernement des semences de riz aux agriculteurs devrait être ajusté pour maximiser les précipitations pour la culture du riz sur la base des prévisions climatiques actuelles. L'observation des précipitations était également limitée parce qu'elle n'a été faite qu'au bureau de BPP, ce qui pourrait ne pas être suffisamment représentatif des deux sous-villages dont la l'altitude varie de 70 à 340 m au-dessus du niveau de la mer. « La connaissance de l'occurrence d'El Niño et de La Niña était connue à l'avance par les autorités. Si les informations fournies par le BMKG pouvaient être communiquées par des médiateurs dans des termes simples, les agriculteurs pourraient tirer parti du changement climatique pour gérer leur exploitation. » Ce constat a alimenté nos réflexions sur la troisième constatation.

En termes d'adaptation au climat, le gouvernement de Gunung Kidul a fait un effort significatif en revégétalisant les terres vallonnées dénudées avec des espèces d'arbres à bois comme le teck, l'acacia et l'acajou. Les agriculteurs bénéficient de l'eau disponible grâce à la revégétalisation et de la valeur du bois lorsque l'exploitation sélective du bois est effectuée pour répondre aux besoins d'urgence des agriculteurs. La communauté locale protège ces forêts car elle est consciente de la fonction des forêts, qui permettent d'économiser l'eau, de prévenir l'érosion et de générer des revenus grâce au bois. La plupart des agriculteurs des deux communautés combinent des cultures commerciales (riz, maïs, soja, piment, arachide) et des arbres à bois tels que l'acacia, le teck et l'acajou sur leurs terres (agroforesterie). Le bois est également destiné comme épargne et n'est coupé que lorsqu'ils ont besoin d'argent. Par ailleurs, la plantation d'arbres dans leur ferme fait partie des connaissances locales permettant de mieux abriter les terres agricoles. Scientifiquement, les arbres à bois maintiennent la température de l'air ambiant, afin que

les plantes ne fleurissent pas trop rapidement et que la productivité soit la plus optimale possible. Une température plus élevée accélère la floraison mais diminue la productivité. Grâce à l'apprentissage par l'échange, le groupe d'agriculteurs de Ngudi Mulyo et le groupe d'agricultrices de Melati ont amélioré leurs connaissances sur les informations climatiques, en particulier sur le phénomène La Niña. Au moment de la rédaction du présent document, ce phénomène avait encore cours (entre septembre 2022 et mars 2023) et provoquait des précipitations importantes qui devaient avoir un impact sur les cultures. Ces informations ont aidé les agriculteurs à décider du type de cultures qu'ils devaient planter et à anticiper les inondations des terres agricoles. À Ngudi Mulyo, l'expert a également parlé de l'irrigation au goutte-à-goutte, qui convient à certains types de plantes. Les agriculteurs étaient enthousiastes à l'idée d'essayer ce modèle pour leurs plantes telles que le tabac, et l'exercice a prouvé la valeur et l'importance de la collaboration pour faire face aux conséquences du changement climatique.

Remerciements

Ces informations ont été fournies par des membres de la communauté des villages de Giri Asih et Giri Jati (district de Purwosari, régence de Gunung Kidul). L'unité d'urgence YAKKUM continue de travailler avec eux. Thomas Wijaya avait organisé la visite d'échange de connaissances. Son article a été [publié](#) par le Journal européen de l'environnement et des sciences de la terre.

Étude de cas : Kiribati

Les communautés de Raweai, Bainuna et Rawannawi sur l'île de Marakei ont accueilli les visites d'échange sur le climat. Les communautés sont confrontées à des problèmes d'inondations, de sécheresse, de hausse des températures, de pénurie d'eau et de vagues de chaleur, ainsi qu'à la contamination des sources d'eau existantes. Les pénuries d'eau sont fréquentes, les communautés luttant pour obtenir de l'eau propre pour l'usage domestique ou même pour l'agriculture. La productivité agricole a diminué en raison de l'assèchement des cultures dû à la sécheresse ou à l'augmentation de la salinité des sols, ce qui met en évidence les risques multiples auxquels les communautés sont exposées en matière de changement climatique.

Le « soleil tombe » définit et exprime la manière dont les gens, en particulier ceux qui vivent dans les communautés rurales, comprennent et expliquent le concept de changement climatique. Cette expression reflète les connaissances traditionnelles qui rendent compte du concept de changement climatique et de l'impact qu'il a sur nos activités quotidiennes et nos moyens d'existence. La société kiribatienne est caractérisée par le maintien de croyances et de coutumes traditionnelles. Sur la base du « Te katei ni Kiribati »²⁶, le respect de l'environnement et l'importance de sa préservation sont intrinsèquement valorisés. Cela permet de promouvoir les pratiques coutumières de gestion de l'environnement et les connaissances locales qui ont été essentielles pour réussir à vivre de cette terre. Les communautés locales de Kiribati ont appliqué leurs systèmes de connaissances autochtones à la

²⁶ Traduction littérale : Les valeurs culturelles de Kiribati

collecte, la prévision, l'interprétation et la prise de décision concernant la variabilité du climat et les événements météorologiques.

Constatation a été faite que, si les connaissances traditionnelles jouent un rôle essentiel dans la manière dont les populations réagissent aux scénarios de changement climatique, l'application de ces connaissances est en net recul. La pression démographique croissante conduit à un mépris du respect et des liens traditionnels qui existent entre les hommes et leur environnement. En effet, même si elles sont conscientes du changement climatique et de ses conséquences, les communautés se tournent de plus en plus vers le gouvernement pour trouver des solutions à leurs problèmes. Dans le même temps, le facilitateur a indiqué que faire reposer les discussions sur le contexte facilite le partage des connaissances avec les acteurs locaux sur les questions liées au changement climatique. Il a été recommandé d'explorer plus avant les liens entre les différentes formes de connaissances, en utilisant les perspectives communautaires comme un moyen de décrire, d'expliquer et de prédire les situations.

Remerciements

Ces informations ont été fournies par des membres des communautés de Raweai, Bainuna et Rawannawi sur l'île de Marakei. La Fondation des peuples du Pacifique Sud continue à travailler avec eux. Tokintakei Bakineti, spécialiste du développement communautaire spécialisé dans le changement climatique, avait organisé la visite d'échange de connaissances.

Étude de cas : Tunisie

Kelibia est située sur les rives de la mer Méditerranée et doit faire face à des difficultés liées aux risques climatiques tels que les sécheresses, les inondations, l'érosion côtière, l'élévation du niveau de la mer, les incendies de forêt et l'augmentation des températures et de l'humidité. La pénurie d'eau est un phénomène courant, mais qui prend de nouvelles dimensions dans le contexte actuel du changement climatique, entraînant un déficit hydrique climatique de plus en plus accentué. Les participants ont mentionné l'érosion et le recul de la ligne de côte, l'infiltration (intrusion) de l'eau de mer dans les terres agricoles et le risque d'incendie du couvert végétal dû aux vagues de chaleur de ces dernières années, mettant en évidence les liens entre le changement climatique et les risques de catastrophes. Les constatations, suite aux visites d'échange climatique, montrent que des pratiques associées avec la connaissance locale en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation restent en place aujourd'hui. Les citernes domestiques (Majel en arabe ou Foskiya) recueillent de l'eau propre et même potable. Ces citernes réduisent le risque d'inondation en cas de pluie et stockent l'eau potable pour les périodes de sécheresse.

La population locale a toujours su s'adapter à la sécheresse et au manque d'eau et en atténuer les effets. Ce savoir, hérité de génération en génération, est mis en pratique par le système « Ibn Chabat », qui consiste en un ingénieux système de gestion de l'eau par les communautés locales des oasis, particulièrement vulnérables (par exemple, les oasis de Tozeur et de Nefta). D'autres techniques ancestrales de gestion et d'adaptation à la sécheresse et à la pollution de l'eau sont également présentes

dans la plupart des villes tunisiennes et maghrébines. D'autre part, ces mêmes communautés sont appelées à gérer les épisodes d'abondance excessive d'eau, afin de réduire les risques de catastrophe, par exemple le cas des inondations catastrophiques dans les communautés / villes de Beni Khalled et Nabeul en octobre 2018.

Remerciements

Ces informations ont été fournies par des membres de la communauté urbaine de Kelibia. La coordination de cette étude de cas a été facilitée par l'Association pour la Protection de la Médina et du Patrimoine de Kelibia (ASMPK) et le Laboratoire de Recherche Scientifique « Biogéographie, Climatologie Appliquée et Dynamique Environnementale » (BICADE) de l'Université de la Manouba. Elle a été dirigée par les professeurs universitaires Mohamed Ftouhi (docteur es sciences) et Habib Ben Boubaker (docteur es sciences - HDR), directeur de la BICADE et président de l'ASMPK, ainsi qu'avec le soutien de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE- District Menzel Temime).

Étude de cas : Ouganda

Dans la région ougandaise de Serere et Siroti, dans le Teso, la communauté est confrontée à la déforestation, à l'érosion culturelle et aux bouleversements politiques. L'agriculture en zone humide a également été plus largement utilisée. Ces phénomènes ont eu des répercussions à court et à long terme, telles que des inondations, des sécheresses, des ravageurs et des maladies. Malgré les effets bien connus du changement climatique dans cette région, peu d'efforts ont été déployés pour contrer ces effets dans une région qui continue à faire face à une myriade de difficultés. La communauté s'appuie sur les méthodes autochtones de prévision météorologique pour prévoir les précipitations. Il s'agit notamment de la forme perçue de la lune, de la floraison de certaines espèces d'arbres, de la direction du vent ainsi que de l'émergence de certains types d'oiseaux et d'insectes. Ces méthodes ont été mises en cause par l'exploitation agricole des zones humides, qui a rendu pratiquement impossible la poursuite de ces prévisions. Par exemple, les types d'oiseaux et d'insectes ne sont plus visibles aujourd'hui car ils ont migré en raison du changement climatique et parce que les êtres humains empiètent et détruisent leurs habitats naturels pour y habiter ou les cultiver. Les membres des communautés locales ont également fait état de l'application des connaissances locales à la conservation de l'eau et du sol, stratégies qui sont actuellement rendues inutiles en raison des fortes inondations et de la sécheresse persistante.

La visite a permis d'améliorer les relations cordiales avec les fonctionnaires du gouvernement local, ceux du ministère des affaires du Teso, les OSC et les membres des communautés concernées. Elle a aidé les OSC locales à améliorer leur mise en réseau, leur partenariat et leur collaboration avec les acteurs étatiques et non étatiques. La capacité du personnel à acquérir des connaissances sur l'environnement, la prévention des catastrophes et la résilience au changement climatique s'est également améliorée grâce à l'apprentissage partagé. De même, les communautés où opère SAF-TESO et qui ont été visitées ont bénéficié de connaissances en matière de sensibilisation pour changer les mentalités, les comportements et les attitudes à l'égard de la conservation et de la protection de l'environnement. Les communautés ont maintenant commencé à planter des arbres dans leur jardin pour améliorer l'environnement et réduire les vulnérabilités au changement climatique. Le facilitateur a partagé ses connaissances avec les représentants

du gouvernement local sur l'élaboration de règlements administratifs pour le respect de l'environnement dans la gestion des zones humides, des forêts et des ressources naturelles. SAF-TESO surveille en permanence ces sites pour atteindre cet objectif, ce qui souligne l'importance et l'efficacité de la collaboration dans le cadre de la crise climatique. Ces constats ont alimenté nos réflexions sur la septième constatation.

Remerciements

Ces informations ont été fournies par des membres des communautés de Soroti et Serere. SAF-Teso continue à travailler avec eux. Margaret Kaigongi (PhD) avait organisé la visite d'échange de connaissances.

Étude de cas : Zimbabwe

Le district de Chimanimani, au Zimbabwe, a accueilli la visite d'échange sur le climat. La région a été frappée par le cyclone Idai en 2019 et ne s'est pas encore totalement remise de ses effets dévastateurs. En outre, la région est confrontée à la sécheresse, aux inondations, à la déforestation et à l'érosion des sols. Ces constats ont alimenté nos réflexions sur la première constatation.

Localement, le changement climatique est appelé « *Ishanduko ya chongi* ». Le temps est devenu imprévisible et irrégulier dans de nombreuses régions du Zimbabwe. Les pénuries d'eau pour l'agriculture et les usages domestiques se sont aggravées. En outre, les forages et les cours d'eau s'assèchent en raison de la destruction des terres riveraines et des zones de captage d'eau. Les températures changent en devenant plus extrêmes (trop chaudes ou trop froides). Les saisons des pluies sont assez imprévisibles et peuvent provoquer des inondations parce que la couche supérieure du sol est exposée et que les arbres et la végétation ont été détruits pour servir de combustible, bois et charbon de bois. D'après les constatations, les membres de la communauté ont indiqué qu'ils comprenaient les signes et les effets du changement climatique au niveau local. Les cyclones (le cyclone Idai en particulier), les sécheresses, l'assèchement des trous de forage, les pluies irrégulières et la courte saison des pluies sont les principaux signes ressentis du changement climatique dans la région. Les membres de la communauté savaient que la forte déforestation des terres, due à l'utilisation de bois de chauffage et au commerce du bois avec la ville voisine de Mutare, n'était pas propice à la lutte contre le changement climatique.

Il est apparu que les connaissances locales sur le changement climatique sont fondées sur les traditions (transmises d'une génération à l'autre par le biais du folklore) et non sur les résultats des technologies modernes de prévision météorologique ou du bureau météorologique. Selon le chercheur, « l'approche de la gestion durable de l'environnement promue dans la région est une approche basée sur les écosystèmes. La communauté est préparée et encouragée à utiliser ses propres connaissances et compétences locales pour s'adapter aux effets du changement climatique et renforcer la résilience locale »²⁷, ce qui souligne l'importance, souvent négligée, du rôle et de la capacité du savoir local dans le traitement du changement climatique.

²⁷ Rapport sur le Zimbabwe, page 11

L'approche basée sur les écosystèmes est encouragée à Chimanmani afin de parvenir à une gestion durable de l'environnement. La communauté est préparée et encouragée à utiliser ses propres connaissances et compétences locales pour s'adapter aux effets du changement climatique et renforcer la résilience locale. La plantation d'espèces d'arbres endémiques, y compris de cultures fruitières, est l'un des moyens de conserver la forêt tout en responsabilisant la communauté. La plantation d'arbres sert à freiner la déforestation dans le district, tout en offrant aux membres de la communauté la possibilité de vendre davantage de jeunes plants. Par exemple, Mme Mazungunya a vendu plus de 2 000 espèces d'arbres locaux à des organisations de la société civile (OSC) travaillant dans le domaine de la conservation de la nature. Voici l'une des réussites de la communauté : « Le boisement a été identifié comme une activité importante qui peut rendre la communauté résistante aux inondations et aux cyclones à l'avenir. » L'introduction de pâturages communaux et la gestion durable des pâturages à Chimanmani, l'introduction d'un système de connaissances autochtones dans la gestion et la préparation aux risques et aléas liés au climat sont d'autres mécanismes d'adaptation utilisés par les communautés.

En ce qui concerne l'apiculture, l'activité sert d'outil de conservation des forêts en même temps qu'elle aide à générer des revenus pour les communautés. L'apiculture est l'une des pratiques économiques vertes de Chimanmani qui aide les gens à s'adapter au changement climatique en conservant les forêts (notamment les bassins versants) où sont installées les ruches. Les forêts jouent un rôle clé dans la réduction des chocs environnementaux tels que les cyclones. Les zones où les forêts sont intactes enregistrent moins de dégâts lors des cyclones que les zones où la végétation est endommagée. Les pluies étant irrégulières dans certaines parties du district, en particulier dans la partie semi-aride, l'apiculture fournit des revenus aux communautés, ce qui les aide à s'adapter en termes de sécurité alimentaire pour leurs familles. Dans la partie des hautes terres de Chimanmani, l'apiculture est également une activité courante utilisée comme source de revenus par les communautés. Il s'agit d'une activité respectueuse de l'environnement car elle favorise la conservation des forêts et la protection des écosystèmes sensibles qui sont essentiels pour fournir des services (par exemple, l'approvisionnement en eau, la lutte contre les inondations) à la population en vue de l'adaptation au changement climatique.

Le rapport de la visite d'échange met en évidence la façon dont l'échange de connaissances à partir de perspectives différentes peut donc faire avancer des solutions efficaces pour lutter contre le changement climatique, comme le montrent les résultats et les constatations de ce rapport. Remerciements

Ces informations ont été fournies par des membres de la communauté du district de Chimanmani. Le Nature Conservation and Development Trust continue à travailler avec eux. Adrian Phiri avait organisé la visite d'échange de connaissances.